



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



**REVUE DE PRESSE SECTORIELLE**

**AGRICULTURE**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

**DE NEW DELHI**

N° février 24

## Inde

- Le bras de fer des paysans du Punjab et de l'Haryana avec le gouvernement pour des prix garantis par la Loi
- Inquiétude des indiens concernant la reconnaissance de l'IG Basmati
- Le budget 2024-2025

## Pakistan

- La FAO salue une bonne année agricole 2023
- Bilan de l'activité 2022/2023 du programme de l'USDA destiné au développement de techniques agricoles
- La société chinoise Yuan Longping High-Tech Agriculture a introduit un nouveau type de riz hybride qui va être développé largement par la société pakistanaise Guard Agri
- Début d'une phase d'essais entre le Programme coréen pour l'agriculture internationale (KOPIA) et le conseil de la recherche agricole du Pakistan (PARC) dans le domaine des semences de pommes de terre
- Santé animale : progression de la Maladie Crimée Congo (CCHF)

## Bangladesh

- Le Bangladesh contraint d'importer des pommes de terre, en plein saison des récoltes
- Les autorités veulent lutter contre la manipulation des prix des produits alimentaires, dans un contexte de forte inflation

## Sri Lanka

- Hausse des récoltes de riz
- Création d'une certification pour la cannelle sri-lankaise
- Exportations de mangues vers le Moyen-Orient

## Inde

### Le bras de fer des paysans du Punjab et de l'Haryana avec le gouvernement pour des prix garantis par la Loi

Une partie des organisations agricoles qui avaient manifesté en 2020-2021 pour le retrait des trois lois agricoles ont lancé une mobilisation à l'approche des élections générales prévues en avril 2024. Menés par la Samyuka Kisan Morcha (SKM, apolitique) et la Kisan Mazdoor Morcha, les agriculteurs ont porté un certain nombre de revendications.

1. Garantie du prix minimum de soutien (MSP) : promulguer une loi garantissant le MSP pour toutes les cultures, conformément au rapport de la Commission Swaminathan. La demande porte sur l'extension de la liste actuelle des 23 cultures concernées par le MSP : céréales (riz paddy, blé, maïs, bajra, jowar, ragi et orge), légumineuses (chana, arhar, moong, urad et masoor), oléagineux (arachide, soja, colza-moutarde, sésame, tournesol, graine de niger et carthame) et autres cultures (canne à sucre, coton, coprah et jute).

2. Annulation de la dette totale des agriculteurs.

3. Régime de retraite : Mettre en place un régime de retraite pour les agriculteurs et les ouvriers agricoles. La demande porte sur le versement d'une pension mensuelle de 10 000 INR aux agriculteurs de plus de 60 ans.

4. Rejet du projet de loi de modification de la loi sur l'électricité de 2020. Cette loi prévoit la privatisation du secteur et l'individualisation des consommations pour lutter contre les fraudes. De plus, elle prévoit que les gouvernements des États peuvent accorder des subventions directement aux consommateurs au lieu de les verser aux distributeurs d'électricité.

5. Réintroduction de la loi de 2013 sur l'acquisition des terres, en garantissant le consentement des agriculteurs et une indemnisation quatre fois supérieure à celle pratiquée actuellement lors des expropriations pour motif d'intérêt public.

6. Justice pour les meurtres de Lakhimpur Kheri : Exiger que les personnes impliquées dans l'incident de Lakhimpur Kheri soient punies. Lors d'une manifestation d'agriculteurs en octobre 2021 dans le district de Lakhimpur Kheri, une attaque à la voiture bélier a écrasé plusieurs personnes créant une spirale de violences (lynchage) qui a fait 8 morts et 10 blessés. Le fils de l'actuel secrétaire d'état de l'Intérieur Ajay Mishra Teni est directement impliqué.

7. Appel pour 200 jours d'emploi par an et un salaire journalier de 700 INR dans le cadre de MGNREGA. Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee

Act 2005 est un programme pour garantir 100 jours d'emplois aux membres adultes d'un ménage rural en situation précaire. En 2022-2023, 1,5 millions d'actifs ont été comptabilisés dans ce programme.

8. Indemnisation des agriculteurs décédés : Demander une indemnisation pour les familles des agriculteurs décédés lors des manifestations de 2021, ainsi qu'un emploi pour tout membre de la famille.

9. Retrait OMC : Exiger que l'Inde se retire de l'Organisation mondiale du commerce, car c'est injuste pour les agriculteurs.

Parmi ces revendications, celle relative à la garantie d'un prix minimum sur toutes les cultures pose le plus de difficultés au gouvernement, d'une part parce qu'il lui sera difficile d'imposer des prix aux acteurs privés et d'autre part, du fait des recommandations de la Commission Swaminathan qui préconise un prix minimum de soutien de 50% supérieur aux coûts de production, ce qui augmenterait de façon significative le budget de l'Union consacré à l'achat des céréales pour le programme de distribution alimentaire destiné aux plus pauvres et au maintien des prix intérieurs, du fait des forts risques inflationnistes créés par des prix minimaux. De même l'instauration d'une pension de 10 000 roupies mensuelle pour les agriculteurs de plus de 60 ans ou l'augmentation du programme d'emploi en milieu rural à 200 jours nécessiterait de trouver de nouvelles ressources budgétaires.

Après plusieurs rounds de discussions à Chandigarh entre les représentants des agriculteurs et 3 Ministres de l'Union, Piyush Goyal, Ministre du Commerce, Nityanand Rai, Ministre de l'Intérieur et Arjun Munda, Ministre de l'Agriculture. Le Ministre Goyal a proposé un contrat d'achat au MSP de 5 ans pour les protéagineux, le maïs et le coton mais la proposition a été rejetée par les manifestants qui poursuivent leur marche sur Delhi.

Le gouvernement d'union par la voix du Ministre de l'Agriculture, Arjun Munda, multiplie les invitations au dialogue mais il faudra très certainement attendre les conclusions des discussions qui seront lancées jeudi 22 février entre les leaders agricoles de la Samyuka Kisan Morcha pour savoir quelles suites et ampleur les agriculteurs souhaitent donner à leur action.

### Inquiétude des indiens concernant la reconnaissance de l'IG Basmati

Les experts indiens en matière d'IG s'interrogent sur l'intention de la Commission européenne d'accepter la demande d'IG du Pakistan pour son riz basmati sur sa

plateforme eAmbrosia, avant même que le pays ne publie sa définition du riz basmati. Ils pensent que la CE travaille avec le Pakistan pour lui obtenir l'étiquette IG alors que la demande de l'Inde est en attente auprès de la CE depuis juillet 2018.

Les experts indiens estiment qu'il pourrait s'agir d'un moyen de faire pression sur l'Inde et de tirer le maximum de bénéfices de ses négociations en cours avec l'Inde sur l'accord de libre-échange. Cependant, si la demande du Pakistan est analysée et publiée dans le journal officiel de la CE, cela pourrait conduire à une crise diplomatique car l'Inde s'opposera à cette démarche pour deux raisons : la réputation historique et la carte soumise par le Pakistan qui comprend la zone contestée du Jammu-et-Cachemire et remet directement en question la souveraineté de l'Inde. L'Inde pourrait également décider de se soustraire totalement à l'accord de libre-échange et de se tenir à l'écart des négociations sur les indications géographiques. Les négociations sur les indications géographiques sont en cours avec 5 tours complétés et les experts indiens pensent que l'indication géographique du basmati sera l'heure de vérité pour l'accord commercial entre l'Inde et l'Union européenne.

Jusqu'à présent, l'IG Basmati indienne est reconnue dans quatre pays et des marques de certification pour le basmati dans sept pays, dont le Royaume-Uni et la Chine. En mars 2021, le Pakistan et le Népal se sont opposés à la demande d'IG de l'Inde dans l'UE, à la suite de quoi la CE a lancé un processus de consultation entre les trois pays. Ce processus n'a toutefois abouti à aucun résultat. Depuis 2023, les sources ont déclaré que la Commission espérait rédiger un document unique avec ses fonctionnaires siégeant aux côtés des fonctionnaires indiens et pakistanais.

### Le budget 2024-2025

Le budget intérimaire pour l'exercice 2024-25 a été annoncé par la ministre des finances le 1er février 2024. Bien qu'aucune annonce ou allocation majeure n'ait été faite avant les élections, la ministre a mis l'accent sur la nécessité de l'autosuffisance dans divers aspects de l'agriculture et a souligné l'accent mis par le gouvernement sur le bien-être des agriculteurs dans son discours.

Le gouvernement a alloué un budget de 14,3 milliards d'euros au ministère de l'agriculture pour 2024-25, soit une légère augmentation par rapport à l'année fiscale en cours. Le département de l'agriculture recevra 13,2 milliards d'euros, tandis que le département de la recherche et de l'éducation agricoles (DARE) recevra 1,1 milliard d'euros. L'enveloppe allouée au programme phare PM-KISAN du ministère de l'agriculture reste stable

et s'élève à 6,73 milliards d'euros. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement verse 6000 INR (67 euros) par an aux agriculteurs possédant des terres. Le gouvernement continue de mettre l'accent sur l'autosuffisance en matière de graines oléagineuses telles que la moutarde, le sésame, le soja et le tournesol, grâce à de nouvelles technologies et techniques, et formulera une nouvelle stratégie pour y parvenir. 56 millions d'euros ont également été alloués à la promotion et à l'adoption des drones dans l'agriculture.

Le ministère de la pêche, de l'élevage et de la laiterie s'est vu allouer 790 millions d'euros pour l'exercice 2024-25. Le département de l'élevage et de la laiterie s'est vu allouer 510 millions d'euros en 2024-25, contre 440 millions d'euros pour l'exercice en cours. La ministre a annoncé qu'un programme complet de soutien aux producteurs laitiers serait formulé. Il s'agira notamment de lutter contre des maladies telles que la fièvre aphteuse et d'accroître la productivité laitière en s'appuyant sur les programmes existants.

L'allocation du département de la pêche a été augmentée à 290 millions d'euros pour le prochain exercice, contre 190 millions d'euros pour l'exercice 2023-24. Le gouvernement a annoncé que la mise en œuvre du programme principal Pradhan Mantri Matsya Sampada Yojana (PMMSY) sera intensifiée afin d'améliorer la productivité de l'aquaculture de 3 à 5 tonnes par hectare, de doubler les exportations à 11,14 milliards d'euros et de créer 5,5 millions d'emplois dans un avenir proche. La création de cinq aquaparc intégrés a également été annoncée.

Le département de l'alimentation et de la distribution publique s'est vu allouer 23,88 milliards d'euros, contre 24,88 milliards d'euros pour l'exercice 2023-24 en cours. Ce département est chargé de fournir gratuitement des céréales alimentaires à plus de 800 millions de personnes les plus défavorisées du pays.

La dotation du ministère des industries agroalimentaires a été légèrement augmentée, passant de 330 millions d'euros pour l'exercice en cours à 370 millions d'euros pour le prochain exercice. Compte tenu du taux élevé de pertes après récolte (jusqu'à 40 % selon certaines estimations), le gouvernement souhaite continuer à mettre l'accent sur la valeur ajoutée et les activités après récolte (y compris le regroupement, le stockage moderne, les chaînes d'approvisionnement efficaces, la transformation primaire et secondaire, la commercialisation et l'image de marque) en encourageant les investissements publics et privés dans le secteur et par le biais d'autres programmes ciblés tels que Pradhan Mantri Formalisation of Micro Food Processing Enterprises Yojana.

La dotation du département des engrais a été réduite à 18,40 milliards d'euros pour le prochain exercice, contre 21,18 milliards d'euros pour l'exercice en cours. Le gouvernement se concentrant sur l'adoption de la nano urée produite localement afin de s'éloigner des importations d'urée, une diminution de l'allocation budgétaire pour l'importation d'urée est constatée. L'extension de l'application du Nano DAP (Diammonium phosphate) sur diverses cultures dans toutes les zones agro-climatiques a également été annoncée dans le budget.

## Pakistan

### La FAO salue une bonne année agricole 2023

La récolte de riz paddy a atteint 13 millions de tonnes en décembre, soit 10 % de plus que la moyenne quinquennale et 18 % de plus qu'en décembre 2022. Ce résultat est attribué à la remontée des prix du riz, qui a encouragé les agriculteurs à replanter de semis, et à une amélioration des rendements. On note qu'il y a eu au second semestre 2023 moins de reports sur les nouvelles cultures qu'au cours des années précédentes.

La production de maïs s'est établie à 10,3 millions de tonnes en 2023, en hausse de 17% par rapport à la moyenne quinquennale, grâce aux semis abondants et à des rendements élevés.

### Bilan de l'activité 2022/2023 du programme de l'USDA destiné au développement de techniques agricoles

Le programme agricole de l'agence de développement des Etats-Unis Pakistan Agricultural Development a indiqué avoir développé en 2023 un système d'irrigation en goutte à goutte à haute efficacité, une unité de transformation de tomates, des installations de stockage frigorifique et des usines de conditionnement de bananes.

Dans le cadre de sa coopération scientifique, l'USDA a travaillé avec le ministère fédéral de la Sécurité alimentaire nationale et de la recherche et le PARC (Conseil pakistanais de la recherche agricole) pour le développement de biopesticides spécifiquement adaptés aux conditions de croissance du Pakistan.

Dans le secteur de la valorisation de la ressource humaine féminine dans l'agriculture, l'USDA a développé un programme concernant la culture, le conditionnement et la distribution commerciale des dates dans le district de Khaipur (province du Sind) qui a permis à 600 femmes de cette région de trouver un emploi de superviseur ou de cadre.

### La société chinoise Yuan Longping High-Tech Agriculture a introduit un nouveau type de riz hybride qui va être développé largement par la société pakistanaise Guard Agri

Le producteur pakistanais de riz Guard Agri vient de terminer une expérimentation de trois ans dans ses exploitations du Sind avec un riz hybride mis au point par la société Yuan Longping High-Tech. Guard Agri va utiliser ce nouveau type de riz dans toutes les rizières de ses fournisseurs car cette nouvelle variété est particulièrement tolérante à la chaleur et dispose d'un excellent potentiel de rendement.

Le ministère fédéral de la sécurité alimentaire et de la recherche (ministère en charge de l'agriculture), travaille en coopération avec Yuan Longping High-Tech depuis le début des années 2000. Cette variété introduite est la 14e coopération génétique mise en place dans le cadre de la collaboration sino-pakistanaise.

### Début d'une phase d'essais entre le Programme coréen pour l'agriculture internationale (KOPIA) et le conseil de la recherche agricole du Pakistan (PARC) dans le domaine des semences de pommes de terre

Pendant la phase de test qui durera cinq ans, la coopération technique sud-coréenne fournira 160 000 tonnes de pommes de terre de semence de type aéroponique. Les semences de ce type de pomme de terre sont garanties exemptes de virus et sont appelées à accroître considérablement la productivité en matière de culture de pommes de terre (propagation en masse des tubercules de pommes de terre de semence à faible coût et à grande échelle commerciale).

Selon le Président du PARC, l'organisation pakistanaise coopérera avec le KOPIA sur le stockage des semences (32 zones d'entrepôt frigorifique reliées à un système solaire d'une capacité totale de 100 kW) et les zones d'essai de culture (quatre serres aéroponiques, 32 zones de culture).

Il est notable que dans ce projet, KOPIA travaille avec la société Magoplants (anciennement Siksengwon), l'objectif de cette société consiste à créer une joint-venture au Pakistan comme elle l'a déjà aux Philippines et en Russie.

### Santé animale : progression de la Maladie Crimée Congo (CCHF)

Dans un communiqué du Dr Sajjad Hussain, directeur de la recherche du Département de l'élevage du Pendjab fin décembre 2023 la CCHF serait en progression chez les animaux. Il précise que la prévalence du CCHF se situait à 24,7 % au Pendjab, 16,2 % dans le Sind, 52,4 % au Khyber-

Pakhtunkhwa et 59,3 % au Baloutchistan. Le communiqué détaille un plan de distribution de médicaments et d'abattages des animaux entrepris par le gouvernement du Pendjab pour résoudre ce problème. Il convient de noter que les plans des autres provinces n'ont pas été divulgués.

## Bangladesh

### Le Bangladesh contraint d'importer des pommes de terre, en plein saison des récoltes

D'après la FAO, le Bangladesh est le 8<sup>e</sup> producteur mondial de pommes de terre avec près de 10 millions de tonnes produites chaque année. Cette production est en croissance, avec de faibles gains de productivités mais surtout des surfaces de culture plus étendues. A cause des pertes post-récoltes, la production dépasse nettement la consommation (autour de 7 Mt), alors que l'exportation et la transformation restent anecdotiques. Dans ce contexte, et alors que février est le pic de la récolte, le Bangladesh s'est vu contraint d'autoriser les importations, du fait de l'augmentation des prix (autour de 60 BDT/kg contre 30 BDT/kg normalement) dans le contexte pré-Ramadan généralement propice à une consommation plus importante.

Les autorités ont ainsi autorisé l'importation de 34.000 tonnes de pommes de terre, en provenance d'Inde.

### Les autorités veulent lutter contre la manipulation des prix des produits alimentaires, dans un contexte de forte inflation

La Première ministre et le ministre de l'Alimentation ont menacé de poursuites judiciaires les entreprises constituant des stocks de produits de base, dont le riz, pour manipuler le marché. Cette mise en garde fait suite à la hausse des denrées alimentaires après les élections du 7 janvier.

Le ministre a notamment appelé les principaux producteurs de produits alimentaires (City Group, PRAN-RFL, Meghna Group, ACI, Akij, Square) à préciser le prix en sortie d'usine et le prix maximum de vente sur les paquets de riz pour éviter une manipulation des prix.

Le gouvernement devrait prochainement lancer une nouvelle approche intégrée de gestion et de surveillance du marché de produits de base, comprenant les différents ministères concernés (agriculture, pêche, alimentation, commerce, etc.).

Le 29 janvier, la Haute Cour du Bangladesh a ordonné au Secrétaire du Commerce de former un comité chargé

d'enquêter et d'identifier les responsables de la hausse récente des prix des produits agricoles, notamment des pommes de terre, des oignons et des œufs. Elle a également demandé aux autorités d'expliquer les raisons pour lesquelles des infrastructures de marchés agricoles n'ont pas été installées pour assurer le contrôle du prix des produits agricoles.

Le Secrétaire au Commerce a assuré que sa priorité actuelle est de ramener le prix des produits de base à un niveau abordable, alors que l'inflation alimentaire reste à un niveau élevé à près de 10%.

## Sri Lanka

### Hausse des récoltes de riz

La récolte de riz brut pour la saison Maha 2023 (d'octobre à janvier) est estimée à 2,61 millions de tonnes. La superficie cultivée est en hausse de 4% et s'élève à 784 357 hectares par rapport à l'année précédente. La récolte a été abondante malgré les perturbations climatiques et notamment les inondations et les fortes pluies qui ont touchées environ 36 972 hectares. La production de riz disponible pour la transformation, hors riz pour les semences, serait de 2,40 millions de tonnes, avec une production de riz transformé de 1,63 million de tonnes pour la saison Maha. Cette production, combinée à celle de la saison Yala (mai à août), est estimée à 4,45 millions de tonnes de riz brut, donnant ainsi 2,76 millions de tonnes de riz transformé. La production de la saison Maha devrait suffire à couvrir 7,71 mois de consommation, avec une demande totale pour l'année estimée à 2,54 millions de tonnes.

### Création d'une certification pour la cannelle sri-lankaise

Le Sri Lanka a créé une indication géographique, « cannelle de Ceylan » pour évaluer et certifier la qualité de la cannelle sri-lankaise. Le pays détient une part de marché mondiale de 90 % pour la cannelle. Dans ce cadre, les Ministères de l'industrie et celui des plantations ainsi que l'Export development Board de Sri Lanka, ont certifié formellement 45 agriculteurs et transformateurs de cannelle. La cannelle de Sri Lanka a obtenu la reconnaissance IG en 2022 avec le soutien de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), de l'Union Européenne et de la Société financière internationale (SFI, Groupe Banque Mondiale) offrant à la cannelle certifiée un avantage concurrentiel et permettant d'obtenir un prix premium auprès des consommateurs. Dans le cadre du projet, les

études de marché conduite par Euromonitor International ont identifié l'Australie, le Brésil, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis comme des marchés potentiels à haute valeur ajoutée pour la cannelle sri-lankaise.

#### Exportations de mangues vers le Moyen-Orient

Les exportateurs de mangues TEJC (variété de mangue) de Sri Lanka mènent actuellement des campagnes promotionnelles pour ces mangues sur les marchés du Moyen-Orient et européens, en raison de la récolte enregistrée l'année dernière. Janak Sanjeewa Badugama, directeur du Export Development Board de Sri Lanka, a souligné que les exportations se concentrent principalement sur la région du Moyen-Orient en raison de la demande croissante. Les exportateurs doivent établir des liens commerciaux et marketing pour répondre à la demande croissante. Le directeur a également mentionné que les exportateurs rencontrent des difficultés pour cibler les grandes chaînes de supermarchés en raison des exigences phytosanitaires et de certification de qualité. Cela conduit les produits à être vendus à une clientèle de niveau de revenu modéré plutôt qu'à la clientèle visée.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique de New Delhi  
Rédacteurs : M. DAGAR, M. TRAN,  
L. CHOPITON, L. BOYER, J. DEUR, Y. RIEGEL,  
J. EGEE, H. RAMACHANDRAN, I. AKARAWITA  
Revu par : Benoît GAUTHIER  
Pour s'abonner : [moulshree.dagar@dgtresor.gouv.fr](mailto:moulshree.dagar@dgtresor.gouv.fr)  
Crédits photo : ©DG Trésor